L'ABEILLE
DE LA
Nouvelle-Orléans

TROIS EDITIONS DISTINCTES:

EDITION QUOTIDIENNE,

EDITION HEBDOMADAIRE,

EDITION DU DIMANCHE.

ABONNEMENTS PAYABLES D'AVANCE.

EDITION QUOTIDIENNE.

POUR LES ETATS-UNIS, PORT COMPRIS:

$12 - - - Un An | $6 - - - 6 Mois | $3 - - - 3 Mois

POUR LE MEXIQUE, LE CANADA ET L'ETRANGER, PORT COMPRIS:

$15.15 - - Un An | $7.55 - - 6 Mois | $3.75 - - 3 Mois

EDITION HEBDOMADAIRE,

PARAISSANT LE SAMEDI MATIN.

POUR LES ETATS-UNIS, PORT COMPRIS:

$3.00 - - Un An | $1.50 - - 6 Mois | $1.00 - - 4 Mois

POUR LE MEXIQUE, LE CANADA ET L'ETRANGER:

$4.05 - - Un An | $2.05 - - 6 Mois | $1.25 - - 4 Mois

Les Abonnements Partent du 1er et du 15 de Chaque Mois.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Cette édition étant comprise dans notre édition quotidienne, nos Abonnés y ont donc droit. Les personnes qui veulent s'y abonner doivent s'adresser aux marchands.

NOS AGENTS PEUVENT FAIRE LEURS REMISES PAR

Mandats-Postaux ou par Traites sur Express.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

VENTE DE SHERIF

D'une Vaste Propriété de Valeur et Améliorée du Deuxième District,

Formant le coin de l'Avenue City Park et la rue Alexander et les rues Dumaine et Alexander

(ILET: RUE NORD HENNESSEY),

consistant d'une bâtisse en briques à deux étages (avec grand hangar),

Portant le No Municipal 902 rue Alexander et No 902 Avenue City Park et un cottage simple portant le No Municipal 924 Avenue City Park, (en face du vieux City Park dans un splendide et désirable voisinage où les propriétés de valeur augmentent constamment.

Edward P. Cousin vs Joseph Chetta.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 98,836—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières No 311 rue Baronne, entre les rues Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, le JEUDI, 18 janvier 1912, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Une portion de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et dépendances et tous les droits, voies, servitudes, privilèges et avantages y appartenant, située dans le Deuxième District de la Nouvelle-Orléans, dans l'ilet No 570, borné par l'avenue City Park, autrefois le Chemin de la Métairie, les rues Alexander, Nord Hennessey, autrefois Napoléon, et Dumaine, mesurant trente-quatre pieds trois pouces et quatre lignes de face à la rue Alexander, deux cent quatre pieds un pouce de face sur ladite avenue City Park, autrefois Chemin de la Métairie, cent soixante-douze pieds onze pouces et deux lignes de face sur ladite rue Dumaine et cent quarante pieds dix pouces et six lignes en profondeur sur une ligne s'étendant parallèle à la rue Nord Hennessey, de la rue Dumaine à l'avenue City Park de tout d'après un plan ou certificat d'arpentage dressé par H. L. Zander, voyer, le 3 novembre 1910, un imprimé bleu de cela est annexé, faisant partie de l'acte d'achat du défendeur passé pardevant Benjamin Ory, notaire, le 2 novembre 1910. La dite portion de terre est composée des lots originaux, désignés par les Nos un, deux, trois, quatre et cinq, sur un plan dressé par Allou D. D'Hémécourt, voyer, daté du 4 septembre 1842, annexé à un acte passé pardevant Joseph Quvillier, notaire le 17 janvier 1844.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant; l'acquéreur, au moment de l'adjudication devant faire un dépôt de dix pour cent du prix d'achat.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
McCloskey & Benedict, avocats pour le demandeur.
15 déc—15 16 22 29—janv 5 12 18

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente de Propriété de valeur améliorée dans le Quatrième District.

Portant le No municipal 1328 rue Deuxième et formant le coin de la rue Coliée.

Mercier Realty and Investment Co. Inc. vs Mary Walker Mansfield, veuve de Francis T. Copp.

COUR CIVILE DE DISTRICT, pour la paroisse d'Orléans. — No 98.968—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, le JEUDI, 1er février 1912, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Une certaine portion de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et les droits, voies, privilèges, servitudes et avantages y appartenant et en dépendant, située dans le Quatrième District de cette ville, dans l'ilet désigné par le No 182, borné par les rues Deuxième, Coliée, Troisième et Chestnut, ladite portion de terre est désignée par la lettre A sur un devis dressé par D. H. Brosnan, député voyer de ville, daté du 27ème jour d'avril 1893, et annexé à un acte passé pardevant W. R. Ker, notaire, le 9me jour de mai 1893, et mesurant soixante-quinze pieds trois pouces de face à la rue Deuxième, la même largeur dans le fond, sur une profondeur entre lignes égales et parallèles et façade à la rue Coliée de cent douze pieds onze pouces et sept lignes. Ladite portion de terre formant l'encoignure des rues Deuxième et Coliée et est composée de la partie de façade des lots désignés par les Nos 15, 16, 17 et 18 sur un plan dressé par B. F. Nichols, voyer, sous date du 23 janvier 1867 et déposé pour références en l'étude de C. R. Stringer, ancien notaire. La bâtisse est désignée par le No municipal, 1328 rue Deuxième.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, l'acquéreur au moment de l'adjudication fera un dépôt de 10 pour cent du prix d'achat.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
Charles F. Claiborne, avocat pour la demanderesse.
30 déc—30—janv 4 11 18 25 31—fév 1

ANNONCE JUDICIAIRE

D. H. Holmes Co., Ltd., vs Robert J. Maloney.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 90,684 — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à vendre à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, JEUDI, 11 janvier 1912, à midi, la propriété ci-après décrite, à savoir:

Tous les droits, titres, intérêts et demande de Robert J. Maloney, comme un héritier de son père, le Dr James H. Maloney et en la succession de son dit père ouverte en vertu du No 95,010 du Dossier de la Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans, Division D, ledit intérêt consistant d'un intérêt indivis en et à la succession et propriété et tous les meubles, immeubles, droits et crédits y appartenant sujet au règlement final de cela, incluant collations s'il y en a.

James H. Maloney ayant laissé huit enfants, incluant Robert J. Maloney, et un testament disposant d'un tiers de sa succession et les enchérisseurs en perspective peuvent consulter ledit testament et à la procédure de la succession enregistrée dans la Cour Civile de District.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
Legier & Gleason, avocats pour la demanderesse.
8 déc—8 15 22 29—jan 5 11

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente d'une propriété de valeur améliorée du Sixième District,

Portant le No municipal 4114 rue Sud Claiborne, entre les rues Général Taylor et Milan

Succession de G. E. Gail vs Austin J. Young.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. — No 98.220 — En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, le JEUDI, 11 janvier 1912, à midi, la propriété ci-après décrite, à savoir—

Un certain lot de terre dans le Sixième District de cette ville, désigné comme lot No 25 de l'ilet No 669, borné par les rues Général Taylor Milan, Sud Claiborne et Willow, mesurant trente pieds de face à la rue Sud Claiborne sur cent cinquante pieds de profondeur entre lignes parallèles, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant; l'acquéreur, au moment de l'adjudication, devant faire un dépôt de dix pour cent du prix d'achat.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans
Dinkelspiel, Hart & Davey, avocats pour la demanderesse.
9 déc—9 15 22 29—jan 5 10 11

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Propriété-Résidence de valeur et attrayante du Sixième District.

Portant le No municipal 329 rue Audubon formant l'encoignure de la rue Général Hood dans l'ilet borné par les rues Broadway et Wall.

Alfred E. Billings vs Succession de Richard N. Cobb.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans — No 97,292 — En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci dessus intitulée, je procéderai à vendre à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, JEUDI, le 11 janvier 1912, à midi la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, voies, privilèges, servitudes et dépendances y appartenant ou de quelque façon on dépendant situé dans le Sixième District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues Broadway, Oliver [maintenant General Hood], Chestnut [maintenant Audubon], et Wall, mesurant soixante pieds de face à la rue Audubon sur une profondeur et façade à la rue General Hood de cent vingt pieds, et formant la portion de derrière faisant face à la rue General Hood, des lots désignés par les Nos Six, sept, huit et neuf, sur un plan de R. Buisson, daté du 15 avril 1836.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant; l'acquéreur au moment de l'adjudication devant faire un dépôt de 10 pour cent du prix d'achat.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
John E. Fleury, avocat pour le demandeur.
28 déc—8 10 15 22 29—janv 5 11

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Propriété de valeur du Quatrième District.

Rue Deuxième, entre les rues Prieur et Johnson [ilet rue Troisième].

Emanuel L. Weil vs John H. Herman Jr et Joseph F. Herman.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans — No 98,818 — En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à vendre à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, JEUDI, le 18 janvier 1912, à midi, la propriété ci-après décrite, à savoir:—

Trois certains lots de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges, servitudes et avantages y appartenant ou de quelque façon en dépendant, situés dans le Quatrième District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues Deuxième, Troisième, Prieur et Johnson, désigné sur un devis annexé à un acte pardevant F. J. Dreyfous, notaire en cette ville, le 22 avril 1908, comme lots Numéros trois, quatre et huit. Les lots Nos 3 et 4 sont contigus et mesurent chacun trente et un pieds de face à la rue Deuxième sur cent pieds de profondeur, entre lignes égales et parallèles. Le lot No 8 mesure trente et un pieds de face à la rue Deuxième sur cent pieds de profondeur, entre lignes égales et parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant; l'acquéreur au moment de l'adjudication devra faire un dépôt de dix pour cent du prix d'achat.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
Joseph Lautenschlaeger, avocat pour le demandeur.
15 déc—15 22 29—janv 5 12 18

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Propriété de Valeur du Quatrième District.

Portant le No municipal 2926 rue Troisième.

German American Homestead vs Mme Luna Marsala, épouse de Joseph Valenti et Joseph Valenti, son époux.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 98,399—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, le JEUDI, 1er février 1912 à midi, la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre avec les améliorations qui s'y trouvent et toutes les dépendances qui y appartiennent, dans le Quatrième District de cette ville, désigné comme lot No 4 dans l'ilet No 403, borné par les rues Troisième, Quatrième, Willow (autrefois Martin) et Claiborne, sur un plan dressé par A. De Young, le 1er février 1864 et déposé pour référence en l'étude de William Shannon, ancien notaire en cette ville; le lot mesure vingt-neuf pieds de face à la rue Troisième sur cent vingt-sept pieds de profondeur, entre lignes parallèles et commence à une distance de quatre vingt-huit pieds neuf pouces de face à la rue Claiborne.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant; l'acquéreur au moment de l'adjudication fera un dépôt de 10 0/0 sur le prix d'achat.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans
Roger Meunier, avocat pour la demanderesse.
30 déc—30—jan 4 11 18 25 31—fév 1

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Propriété de valeur améliorée du Sixième District,

Portant les Nos municipaux 2608 et 2610 rue Peniston, entre les rues Robertson et Magnolia

Teutonia Loan and Building Company vs Mme Margaret Skelly-Wright, épouse de James E. Wright.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 98,925—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières No 311 rue Baronne, entre Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, JEUDI, le 1er février 1912 à midi, la propriété ci-après décrite, à savoir—

Un certain morceau ou portion de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et les droits, privilèges, servitudes et avantages y appartenant et en dépendant, situé dans le Sixième District de cette ville, dans l'ilet No 627, borné par les rues Peniston, Général Taylor Robertson et Magnolia, désigné comme lot No 3 et la moitié du lot No 4, ledit lot 3 commence à un point soixante-et-un pieds deux pouces du coin de la rue Robertson et mesure trente pieds de face à la rue Peniston sur une profondeur entre lignes parallèles de cent dix pieds; ladite moitié du lot No 4 est contigue au lot 3 et mesure quinze pieds de face à la rue Peniston sur une profondeur entre lignes parallèles de cent dix pieds.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, l'acquéreur, au moment de l'adjudication devant faire un dépôt de dix pour cent du prix d'achat.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans
Dart, Kernan & Dart, avocats pour la demanderesse.
30 déc—30—jan 4 11 18 25 31—fev 1

50 YEARS' EXPERIENCE

PATENTS

TRADE MARKS
DESIGNS
COPYRIGHTS &C.

Anyone sending a sketch and description may quickly ascertain our opinion free whether an invention is probably patentable. Communications strictly confidential. HANDBOOK on Patents sent free. Oldest agency for securing patents.

Patents taken through Munn & Co. receive *special notice*, without charge, in the

Scientific American.

A handsomely illustrated weekly. Largest circulation of any scientific journal. Terms, $3 a year; four months, $1. Sold by all newsdealers.

MUNN & Co. 361 Broadway, New York
Branch Office, 625 F St., Washington, D. C.

CHARTER

Of the Pyramid Homestead Association

UNITED STATES OF AMERICA,
STATE OF LOUISIANA, PARISH OF ORLEANS.

Be it known, That on this twenty ninth day of the month of November, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and of the Independance of the United States of America, the one hundred and thirty sixth, before me, Gustave Joseph Ricau, a Notary Public, duly commissioned and qualified, in and for the Parish of Orleans, State of Louisiana, and therein residing, and in the presence of the witnesses hereinafter named and undersigned, personally came and appeared, the several persons, residents of this State, whose names are hereunto subscribed, who declared that availing themselves of the provisions of the laws of this State relative to the organization of corporations, they have covenanted, agreed and bound themselves and do by these presents, covenant, agree and bind themselves, as well as all such persons as may hereafter become associated with them, to form themselves into a corporation and body politic in law, for a period of ninety nine years from and after the date hereof, for the objects and purposes and under the terms and stipulations following, to-wit:

ARTICLE I.

The name and title of this Association shall be PYRAMID HOMESTEAD ASSOCIATION, and the place chosen for its domicile is the city of New Orleans, State of Louisiana; and under its said corporate name it shall have the power and authority to contract, sue and be sued, to make and use a corporate seal, and the same to break, alter or amend at pleasure; to hold, receive, lease, purchase and convey under its corporate name property both real and personal; and to sell, lease or otherwise dispose of same to its members or any other persons, partnership or corporation; to name and appoint such directors, officers and agents as its interest and convenience may require, to borrow money and to issue its evidences and indebtedness therefor, to issue stock to members, to assess and collect from members fees, dues fines, interest, premiums and other charges; to permit or force members to withdraw all or part of their stock, to make loans to members, all upon such termes and conditions as may be provided in the act of incorporation and the by-laws; to acquire by purchase or otherwise such real estate as may be necessary for the protection or enforcement of its securities, collection of any claims or debts due to it, and for its occupancy as office or domicile; to make and establish by laws and rules and regulations for the proper management and regulation of its affairs, and the same to change, alter and amend at pleasure; to establish and operate one or more branch offices for the conduct of its business in the Parishes of St. Bernard or Jefferson, and to do and perform all acts and things, and generally to exercise all such powers as are necessary and proper to enable this Association to carry out the purposes of its organisation, and all such other powers as are now granted or may hereafter be granted under the law to Homestead Associations.

ARTICLE II.

The objects and purposes for which this Association is established, and the nature of the business to be carried on by it are hereby declared to be:—

1. The purpose of assisting its members in purchasing, building, improving and repairing real estate and homesteads, and removing encumbrances therefrom, and to provide a means for the safe and proper investment of the savings of its members, the funds so accumulated from the weekly or periodical installments or other payments on account of the subscriptions to the capital stock, rentals, bonuses, interest on loan and from every other source, to be used for the purchase and sale of real estate, the building, rental and sale of homesteads, and the lending of funds upon mortgage securities in the City of New Orleans or in the Parishes of St. Bernard or Jefferson, or on shares of this Association; to invest such funds in United States, State or Municipal bonds, all in accordance whith and as may be provided for in the by laws.

No loan shall be made except to shareholders, and all loans shall be under the control and direction of the Board of Directors who shall have the power to make all rules and by-laws regulating same as it may deem necessary.

ARTICLE III.

The capital stock of this Association shall be Five Million ($5,000,000 00) Dollars, represented by Fifty Thousand shares of One Hundred ($100.00) Dollars each. Said stock shall be issued in three forms, viz., Permanent Stock, Paid Up Stock and Installment Stock.

Permanent Stock of the par value of One Hundred Dollars may be issued from time to time up to the amount of One Hundred Thousand Dollars; it shall be paid for in cash when issued and shall be subject to the same conditions and be governed in all respects by the same rules or by-laws as obtain for the paid up stock until the entire sum of One Hundred Thousand [$100,000.00] Dollars shall have been issued and paid for, when same shall become nonwithdrawable and shall cease to be governed by the provisions applicable to the paid up stock.

PAID UP STOCK of the par value of One Hundred ($100.00) Dollars shall be issued from time to time in such amounts as the Board of Directors may direct and determine on receipt of One Hundred ($100.00) Dollars cash per share, and under such conditions as may be provided for in the By-Laws.

INSTALLMENT STOCK of the par value of One Hundred ($100.00) Dollars shall be issued on demand and shall be paid for in weekly or periodical installments, called dues, the amount of said weekly or periodical installments to be fixed at the time of subscribing in accordance with the by-laws of the Association. Payments on installment stock, installments and interest and charges shall be due and payable at the office of the Association on or before the last day of each month and shall be imputed (1) to the settlement of interest due; (2) to the reimbursement of money paid for account of the shareholder; (3) to the installment due on shares, provided that the order of imputation may be changed at the discretion of the Board of Directors.

On shares pledged as additional security on real estate loans, the interest on such loans shall be first deducted from each payment and the difference credited as payment on the stock, provided that payment of dues or interest may be made in advance, and interest may be allowed therefor, as provided by the by-laws.

ARTICLE IV.

Unpaid installments and other charges upon shares shall be a lien thereon; and should any shareholder [not having pledged his shares for a loan or advance] refuse or neglect to pay his monthly installments for a period of five [5] months he shall be notified in writing by the Secretary by mail, at his last given address, of his default, and should said defaulting shareholder fail to pay dues and all other charges within 30 days after the mailing of said notice, he shall then cease to be a member of the Association. The amount of installments actually paid in by him without any allowance of interest or profit of any kind, and without any deduction for fines or expenses, shall be held subject to his order and payable on demand and surrender of his certificate of stock; provided that the stock may be reinstated as may be provided in the By-Laws.

Whenever a borrower shall be in arrears for the time specified in the By-Laws in the payment of his dues, interest or premiums, his whole loan shall become due and payable, and the amount due with interest and costs may be enforced by executory or other proceedings on the security as provided by law.

ARTICLE V

A member may withdraw his unpledged shares at any time by giving written notice of such intention, as provided by the By-Laws, and shall then be entitled to receive the amount paid in by him and such proportion of profits, less all fines, charges and loss accrued or contingent to the time of the notice of withdrawal as the By-Laws may prescribe, with no interest or profit from the time of such notice, but at no time shall more than 1|2 of the monthly receipts be applicable to the demands of the withdrawing members, without the consent of the directors. The Board of Directors may at any time before maturity retire unpledged shares in such manner as it may determine, at book or face value. A borrower may repay his loan at any time as provided in the By-Laws, but no loan shall be cancelled unless all charges up to the date of the cancellation only, together with the sum actually borrowed less the withdrawal value of the stock pledged shall be fully paid.

ARTICLE VI

Minors may subscribe for, hold, transfer, withdraw and surrender stock in this Association without the authorization or intervention of their tutors, parents or any other persons and shall be considered and dealt with in such matters as if they were of the full age of majority.

Married women may subscribe for, hold, withdraw, transfer, pledge, borrow upon and surrender stock in this Association without the consent or autorisation of their husbands, and shall be for her separate benefit as paraphernal property.

ARTICLE VII.

This Association shall commence business and be a going concern as soon as Seven Thousand Five Hundred ($7,500.00) Dollars of the capital stock shall have been subscribed for. All citations shall be served on the President, or in his absence on the Vice President.

ARTICLE VIII

The gross earnings of the Association shall be ascertained semi-annually in the manner provided by law, and as more particularly set forth in the By-Laws.

ARTICLE IX.

All the powers of this Association shall be vested in, and exercised by a Board of Directors composed of ten stockholders, each of whom shall own at least five [5] shares in his own name, who shall be elected by the stockholders on the 3rd Monday of January in 1913 and annually thereafter. Any holder ceasing to own five [5] shares, shall ipso facto cease to be a director and his place shall be filled by a member owning at least five [5] shares in his own name, said member to be selected by the remaining members of the Board of Directors.

Notice of such election shall be given for the space of ten days by publication in one of the daily papers published in the City of New Orleans. Said election shall be by ballot, and shall be held at the office of the Association and shall be under the supervision of three commissioners, stockholders not candidates, and who shall be appointed by the Board of Directors at its last preceding meeting. The commissioners shall count the votes and certify the result, and those receiving the majority votes cast shall be declared elected. At said election each stockholder shall be entitled to cast one vote in person or by proxy, on each share of stock owned by him for 60 days or longer preceding said stockholders meeting or election. Failure to hold an election on the day specified shall not have the effect of dissolving the Association, but the Directors then in office shall hold over and serve until their successors are elected and qualified, and the general meeting may be adjourned to a fixed day on which the election may be held without further notice.

ARTICLE X.

At the first regular meeting of the Board of Directors after their election the new Board of Directors shall select from among their number a President, a Vice President, a Secretary-Treasurer, an Attorney or Attorneys and a Notary. They shall appoint such other officers and employees as may be necessary, who shall hold office during the pleasure of the Board. They shall fix the compensation of all officers and employees. They shall have power to enact by laws not repugnant to this Charter, to select a place of meeting, to suspend any officer for neglect of duty or misconduct, and in case of any vacancy in the Board or among the officers, from death, resignation, removal or any other cause, the Directors shall have the right to fill such vacancy, and shall have general authority to carry out the objects and purposes and business of the Association. But they shall not have the power to purchase real estate except for cash, nor to contract any indebtedness without the affirmative vote of at least five Directors, and then only in furtherance of the usual and proper business of the Association.

ARTICLE XI.

Five Directors shall constitute a quorum for the transaction of ousiness.

Any Director being about to absent himself from the city may nominate in writing a substitute in his stead; provided said substitute shall be a shareholder owning not less than five [5] shares, and such substitute shall be entitled to a seat in the Board of Directors on filing this proxy with the Secretary.

ARTICLE XII

The following named persons shall constitute the First Board of Directors, to serve until their successors are elected in accordance with this Charter, namely: Henry Baldwin, William Laferriere, Albert Fabacher, John P. Baldwin, F. C. Ford, Henry H. Flespoller, Walter S. Jordy, Sylvester P. Walmsley, Jr., Dr. St. Marc Fortier and Dr. Charles J. Landfried, and of these Henry Baldwin shall be President and William Laferriere shall be Vice-President. The Secretary-Treasurer, who need not be a scareholder or a member of the Board of Directors, shall be selected at the first meeting of the Board of Directors, and shall give a bond for the faithful performance of the duties of the office, in the sum of Two Thousand [$2,000.00] Dollars.

ARTICLE XIII

Special meetings of the shareholders shall be convened at the request, in writing, of Ten [10] shareholders stating the time and object of said meeting, or when ordered by the Board of Directors, after ten days written notice of said meeting, stating the object thereof, mailed to each stockholder at his last known address.

ARTICLE XIV.

This corporation may be dissolved or the Charter amended or modified at a general meeting of the stockholders convened for such purpose after previous notice thereof by publication for three times in ten days in a daily newspaper in this city, and ten days notice thereof in writing mailed to each stockholder at his last known post office address, which notice shall state the time, place and objects of the meeting.

The call for such meeting may be made by the Board of Directors, or by one fourth of the entire stock of the Association, but in order to dissolve the Corporation, or alter or amend the Charter, a vote of three fourths of the stock represented at said meeting shall be required, provided that the capital stock of this Association may not be increased or decreased except in accordance with the general laws of the State of Louisiana; and provided that at any meeting contemplated by this Article stock may be voted in person or by proxy.

ARTICLE XV.

In case of dissolution or termination of the Charter from any cause, the Association shall be liquidated by three commissioners selected by the Board of Directors from among the stockholders; said commissioners to have power to fill vacancies in their number by selecting from the stockholders any one eligible under the Charter as a Director.

This Association shall have power and authority, in addition to the powers and authority herein enumerated, to consolidate with one or more Associations of a like nature, upon such terms and conditions as may be determined upon by a majority vote of the stockholders; also, in case of a dissolution of this Association, its Board of Directors may, by a majority vote of the stockholders be utnorized to sell and transfer its assets and securities and all other property to another association, corporation, person or persons, subject always to the vested and secured rights of its members.

No stockholder shall ever be held liable or responsible for the contracts or faults of this Association in any further sum than the unpaid balance, if any, due to the Association on the shares owned by him.

ARTICLE XVI.

The subscribers hereto have respectively written opposite their names the amount of stock subscribed to by each of them, so that this act of incorporation may also serve as the original subscription list to be recorded as required by law.

Thus done and passed, in my office, at New Orleans, Louisiana, on the day and in the month and year herein first written, in the presence of Messrs Hugh C. Cage and Ralph Payette, competent witnesses residing in this city, who hereunto sign their names together with the said appearers and me, Notary, after due reading of the whole.

Original Signed.

Charles Muller	5 shares
Henry Baldwin	10 shares
F. Colman Ford	10 shares
Henry H. Flespoller	10 shares
Charles J. Landfried	10 shares
S. M. Fortier	10 shares
W. S. Jordy	10 shares
J. P. Baldwin	10 shares
William Laferrière	10 shares
Albert Fabacher	10 shares
S. P. Walmsley, Jr	10 shares

GUS. J. RICAU,
Notary Public.

A true copy:

HUGH C. CAGE.
RALPH PAYETTE.

I, the undersigned Recorder of Mortgages, in and for the Parish of Orleans, State of Louisiana, do hereby certify that the above and foregoing act of incorporation of the PYRAMID HOMESTEAD ASSOCIATION was this day recorded in my office in book 1051, folio.

[Signed] EMILE LEONARD, D. R.
[Seal]

I, the undersigned Notary public, hereby certify that the above and foregoing is a true and correct copy of the original act of incorporation of the PYRAMID HOMESTEAD ASSOCIATION, together with the certificate of the Recorder of Mortgages there to attached the original whereof is now on file and of record in my office.

New Orleans, November 29th, 1911.

(SEAL) GUS. J. RIJAU, Not. Pub

AVIS DE SUCCESSIONS

Succession de Thomas O'Connor.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 97,189—Division O—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) qu'ils peuvent en avoir) pour lesquelles le compte final présenté par John E. Manion, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément audit compte. Par ordre de la Cour. THOMAS O'CONNELL, Greffier.—Dart, Kernan & Dart, avocats.
28 déc—28—jan 1 6

Succession de Julie A. Blanc.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 73,818—Division A — Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées, d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont ou peuvent en avoir) pour lesquelles le compte présenté par Frank A. Monroe et James McConnell, exécuteurs de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément audit compte. Par ordre de la Cour. THOMAS O'CONNELL, Greffier.—Lapeyre, Monroe et Branscomb, Hall, Monroe & Lemann, avocats.
28 déc—28—jan 1 6